



Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE - 241, BD ST-GERMAIN, PARIS 7 - 551 34 14

LE MOT POUR LE DIRE



A-t-on jamais fini de défendre le français contre les Français ? Voilà maintenant que le mot « patriotisme » a été déclaré synonyme de « fascisme », et par un professeur, qui plus est ! C'est la surprise qu'a eue une de nos déléguées venue parler aux élèves d'une école en vue du concours de la Résistance.

Pour elle, pour nous et heureusement pour beaucoup d'autres, le patriotisme est tout simplement l'amour de la patrie, le désir de la servir et de la défendre. C'est tout et c'est beaucoup. S'il est un mot qui dit clairement ce qu'il veut dire, c'est bien celui-là. Par quelle aberration le confondre avec son frère dévoyé, le nationalisme, et la brebis galeuse de la famille, le fascisme ? A ce compte-là, on prendra la licence pour la liberté et l'égalitarisme pour l'égalité. C'est d'ailleurs à peu près fait.

Mais il y a plus curieux. Parmi ceux qui trouvent normal d'aimer leur pays et de le défendre, beaucoup hésitent à prononcer le mot qui exprime la chose. Des jeunes par-fausse-honte ou peur du ridicule, de moins jeunes par snobisme intellectuel.

On a ainsi mis en pénitence des mots qui remplissaient très bien leur rôle, à qui on ne reproche, en somme, que leur simplicité — qui est justement leur vertu. On les a remplacés par d'autres, tirés des vocabulaires psychologique, publicitaire ou anglo-saxon et sur lesquels, plus on est ignorant, plus on se jette avec délices.

On ne parle plus de ses ennuis, mais de ses « problèmes », on n'est plus mu par un désir ou une passion, on est « motivé » ; on n'aborde plus une question, on l'« approche ». On a des « prises de conscience » simplement parce qu'on se rend compte de quelque chose. On « optimise », on ne recherche pas un accord, mais un « consensus ». « Conforté », tiré de sa

(Suite page 6.)

Chroniques de la Résistance

Les « billes » d'Annecy

C'est une histoire en plusieurs épisodes dont un certain nombre de témoins sont encore survivants*. Le lieu de l'action est Annecy, où une usine de roulements à billes a été réquisitionnée pour l'industrie de guerre allemande et fabrique des pièces délicates et indispensables pour les chars ennemis — d'autant plus indispensables que les usines S.K.F. de Paris et leurs succursales ont déjà subi de gros bombardements.

A Annecy, malgré les pressions de plus en plus fortes de l'occupant, les ouvriers parviennent longtemps à freiner la fabrication : retard dans l'arrivée des matières premières, pannes de machines, malfaçons diverses. Mais les Allemands se fâchent et envoient un renfort de leurs ingénieurs. Ces renseignements sont communiqués à Londres et provoquent un bombardement. Hélas ! il est exécuté à plus de 2.000 mètres d'altitude, détruit un quartier de la ville et fait de nombreux morts sans que l'usine soit touchée. Le jour même, un message est envoyé à Londres : « La Résistance savoyarde se chargera du sabotage ».

C'est ainsi que, le 20 novembre 1943, est exécuté un sabotage par une douzaine de résistants. Ils ont un peu de plastic et de détonateurs provenant d'un récent parachutage, mais pas assez car il sera impossible de faire sauter toutes les machines. La ville est sous la surveillance constante de patrouilles allemandes et le couvre-feu a lieu à 21 heures. Qu'importe ! Les saboteurs font irruption dans la conciergerie de l'usine, à peine camouflés par des foulards et des mouchoirs sur le visage, et commencent leur travail. Comme ils manquent décidément de matériel, l'un d'eux** repart en vélo chercher des grenades défensives

chez un copain ; il les ramènera sur son dos, car le sac est trop lourd pour être chargé sur une bicyclette.

Quand tout est terminé, les résistants ficellent les gardiens de l'usine pour donner le change ; certains d'entre eux ont d'ailleurs été reconnus, mais personne ne sera dénoncé, et à 23 h 05, dans la nuit calme, c'est l'explosion. Des fenêtres s'ouvrent, des gens crient, là-bas vers les « billes » (comme on dit à Annecy), une fumée, puis des flammes, montent vers le ciel, on entend la sirène des pompiers : mission accomplie.

Pas complètement, car le lendemain, c'est un dimanche, à l'Auberge du Lyonnais, un consommateur habitué qui est un ami du concierge raconte qu'un des transformateurs n'a pas sauté. Ce renseignement est entendu par l'un des opérateurs de la nuit car à



L'Auberge du Lyonnais à Annecy

Annecy le restaurant, qui appartient à Jean-Marie et Flora Saulnier*** est le centre de réunion de la Résistance. « Je retourne aux billes », décide le saboteur Lucien Mégéand, au surnom, toujours porté aujourd'hui, de « Panpan ». « Tu es fou, disent les copains, les Allemands sont maintenant partout, tu ne pourras même pas approcher de l'usine ». « Mais c'est mon transforma-

* Ces récits ont été faits par : Robert Poirson, chef du secteur A.S. d'Annecy, qui a personnellement participé aux sabotages de l'usine de roulements à billes ; Flora Saulnier, notre camarade de l'A.D.I.R., et le commandant Humbert Clair, responsable en 1944 de tous les maquis de Haute-Savoie et mari de notre camarade Marie-Noëlle.

** Robert Poirson, dit Roby.

*** Jean-Marie et Flora Saulnier ont été des résistants extrêmement actifs et courageux depuis le début de l'occupation. Nous avons été reçus à l'Auberge du Lyonnais à l'automne 1964 lors de la rencontre interrégionale de Haute-Savoie.

40P. 4616

teur qui n'a pas sauté ! proteste Panpan, je ne peux pas supporter ça. »

Il y a là un inspecteur de police résistant, Burgniard, qui lui donne sa propre carte. Et Flora décroche un vieux feutre mou, naguère oublié par un client : « Tiens, prends ça, Panpan, ça te changera un peu la tête et tu auras l'air d'être de la secrète... » Panpan se présente à l'usine avec sa carte de police comme l'artificier de la Préfecture chargé de vérifier la charge qui n'a pas sauté et il se fait accompagner jusqu'au transformateur. Il constate que le crayon détonateur s'est déplacé quand les autres charges ont explosé. Il remet tout en place et, au moment de sortir, pris de scrupules et au mépris de toute prudence, prévient le concierge : « Barre-toi, tout va sauter, et prévient les Allemands qui sont de garde (ce sont des vieux... pas méchants).

Panpan et les compères qui faisaient le guet sont revenus à l'Auberge du Lyonnais quand, sur le coup de midi, on entend la formidable explosion. Jubilation générale. Jean-Marie offre la tournée d'apéritif. Flora, qui avait mis au menu une poule au riz, dit : « Maintenant, passons à table, nous déjeunerons bien tranquillement. » La rage des Allemands provoque les sourires goguenards des Annéciens, qui en savent long, bien sûr...

Mais quelques mois plus tard, l'usine est remise en marche. Nouvel ordre de sabotage, beaucoup plus difficile à réaliser, car les portes d'entrée sont maintenant gardées, des rondes ont lieu à intervalles réguliers. Mais cette fois les résistants ont reçu suffisamment de détonateurs et de plastic et ils ont de sérieuses complications dans les lieux. Le plastic (par charge d'un kilo) est dissimulé sur les meules, sous le plateau des machines « Blanchard et Cincinetti » dans l'atelier de rectification avec l'aide de plusieurs ouvriers. L'un d'eux est songeur : « Pendant des années, j'ai soigné et entretenu ma machine ; c'est dur... »

Les charges explosent à l'heure dite et les dégâts sont très importants, bien augmentés encore par les ouvriers chargés de démonter les machines et qui complètent le sabotage par de généreuses volées de coups de masse judicieusement appliqués.

Les Allemands arrêtent le chef de fabrication, le chef du bureau d'études, les contremaîtres et des ouvriers. Ils sont détenus plus de trente jours, mais, malgré de nombreux interrogatoires, on ne peut rien tirer d'eux. La production de l'usine est tombée à 10 % de la normale. Cependant, à Londres, on veut un arrêt total de l'usine et, si possible, définitif. Or la surveillance s'est encore accrue, il y a des commissaires allemands dans tous les services et les occupants ont annoncé l'exécution de 100 otages — parmi les détenus des prisons de la ville — en cas de nouveau sabotage.

Le commandant Humbert Clair*, en réponse à l'ordre transmis par le délégué interallié (fin avril 1944) de faire encore sauter l'usine, demande qu'il soit plutôt procédé à un bombardement. La réponse est affirmative, sous réserve que l'objectif soit bien balisé. Il s'agit d'un espace de 24.000 mètres carrés, en pleine ville. Comment

est-il possible d'y allumer des feux au sol dans un quartier particulièrement surveillé par les patrouilles allemandes ?

Et cependant un message est passé à la B.B.C. annonçant que **Valentine fera de la salade avec des salsifis, des radis et des oignons** (le nom de l'usine à billes est S.R.O.).

Dans la nuit du 8 au 9 mai, des Mosquitos se présentent au-dessus d'Annecy. Un anneau de lumières indique l'immense cible. Pendant vingt-deux minutes, les bombardiers lâchent plus de 300 bombes en piqué. Les habitants des maisons proches de l'usine avaient quitté un peu auparavant

leur demeure après avoir éclairé les lucarnes de leurs greniers pour que les points lumineux ne puissent être vus que du ciel. Cette opération avait été préparée quelques jours plus tôt avec l'aide du Mouvement de Résistance des Evadés français (M.R.E.F.). Personne n'avait parlé. Tous avaient accepté le sacrifice. Il y aura 110 maisons détruites ou endommagées, 150 familles sinistrées, 15 morts, 30 blessés. Mais l'usine à billes d'Annecy a été pulvérisée.

Les Allemands essaieront de la réinstaller sous le tunnel de Vovray, mais la libération ne leur permettra pas de le réaliser.

Geneviève de Gaulle.

La Journée de la Déportation au Mont Valérien

Sur le fond printanier de la clairière, quatorze mâts sont dressés en demi-cercle. Au pied de chacun d'eux, les présidents des Amicales de camps, assistés de militaires, se tiennent, main posée sur les bannières rayées qui reposent sur le sol.

Au centre, le drapeau tricolore attend, lui aussi, d'être hissé. Devant lui, M^{me} de Lipkowski, présidente de l'ANFROM, encadrée de deux de nos camarades et du petit-fils de Mathilde Péri, porte le flambeau sacré que vient de lui remettre Paulette Charpentier, responsable A.D.I.R. de son transport depuis l'église Saint-Louis des Invalides. De chaque côté de la dalle, évoquant la mémoire de plus de 4.500 résistants tombés sous les balles des pelotons ennemis pour « leur foi indomptable dans les destinées de leur pays », six présidents de fédérations et d'associations, dont moi-même, représentant Geneviève, retenue en province par des obligations civiques, montent la garde.

Il fait froid et humide sous les nuages qui se bousculent dans le ciel. Pendant la

longue attente de l'arrivée des officiels, dans le silence total du recueillement de tous, je revis, malgré moi, le supplice des innombrables et meurtriers appels d'antan. Les ombres de nos camarades laissés dans les camps de la mort, des fusillés, des torturés, de tous ceux et celles qui nous ont quittés depuis la Libération semblent flotter autour de notre petit groupe figé.

Soudain, les roulements de tambours voilés se répondent de part et d'autre du décor de verdure. Là-haut, sans bruit, lentement, la frise immatérielle et colorée des drapeaux se fixe au-dessus de la clairière, dominant le modeste cortège des survivants.

Mais voici le Premier Ministre, Raymond Barre, le ministre du Travail, Jean Mattéoli, lui-même ancien déporté, le ministre de l'Industrie, André Giraud, le préfet des Hauts-de-Seine, Jean Terrade, et de nombreuses personnalités civiles et militaires. L'excellente chorale de Saint-François, de Versailles, entonne alors le *Chant des Marais*. Puis le Père Riquet s'adresse à l'assistance :

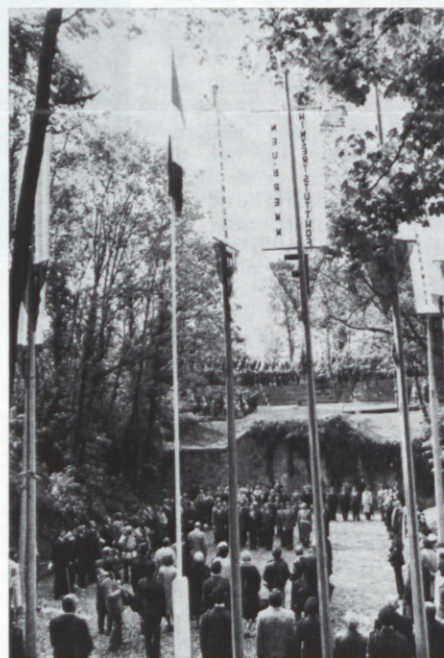
« ... Nous voulons nous retrouver unanimes, s'écrit l'ancien déporté de Dachau, pour proclamer notre volonté de tout faire pour que le monde n'oublie pas les horreurs que nous avons vécues et dont nous restons les témoins contre ceux qui, aujourd'hui, tentent de falsifier l'histoire ou, pis encore, s'emploient à réhabiliter les responsables de tant de crimes contre l'humanité.

« Contre toute renaissance du nazisme, du racisme, de l'antisémitisme, les déportés d'hier se doivent d'unir leurs efforts et leur résolution. »

Maintenant la voix de Pierre Dux donne à chaque mot de l'admirable poème d'Aragon, dédié à Gabriel Péri, sa poignante résonance :

*... Et si c'était à refaire
Je referais ce chemin
Et si c'était à refaire
Je le referais demain.*

Au commandement d'un officier, les couleuvres sont hissées en même temps que les quatorze bannières rayées qui portent sous leurs triangles rouges et l'initiale F les noms des principaux camps d'extermination et de concentration. Six écoliers déposent sur la



Dans la clairière des fusillés

(Fin page 5.)

* Le commandant Clair a été notre guide inoubliable au Plateau des Glières, le 3 octobre 1964, et nous lui devons une conférence sur la Résistance savoyarde (Cf. Voix et Visages, n° 96, novembre-décembre 1964).

Qui nie l'existence des chambres à gaz et pourquoi?

C'est au moment du procès d'Auschwitz, en 1964, après que l'on ait retrouvé et jugé le S.S. Obersturmbannführer Eichmann, ce haut fonctionnaire allemand chargé de l'élimination des juifs dans le cadre du ministère de l'Intérieur, que l'on a commencé à parler ouvertement, dans la *National und Soldaten Zeitung*, par exemple, de la « grande farce des six millions de juifs gazés ».

Nous l'avons su, nous n'y avons pas attaché une réelle importance. Nous avons eu tort.

Nous n'avions pas mesuré non plus, une quinzaine d'année plus tôt, la fortune que rencontrerait *Le Mensonge d'Ulysse*, l'étrange ouvrage d'un ancien déporté français, Paul Rassinier. Ce professeur d'histoire, un moment député socialiste, critiquait fielleusement l'ensemble de ce qui avait été écrit sur les camps en Europe et affirmait qu'aucun témoin n'avait jamais pu prouver l'existence de chambres à gaz : le gazage des juifs, c'était la grande fabulation de ceux qui sont revenus, le mensonge d'Ulysse.

En 1964, à l'occasion du procès d'Auschwitz, Rassinier réaffirme sa thèse dans *Rivarol*, après l'avoir diffusée en Allemagne au cours de conférences et dans les journaux néo-nazis.

En 1973, un groupe d'extrême-droite, en France, traduit et publie la brochure d'un ancien S.S., Thies Christophersen, une vieille connaissance de nos camarades d'Auschwitz, *Le Mensonge d'Auschwitz* : il n'y a jamais eu de chambre à gaz à Auschwitz.

En 1974, c'est aux Etats-Unis que paraît un gros ouvrage d'un professeur, M. Arthur Butz, toujours sur le même thème : *L'Imposture du XX^e siècle*. Un militant d'extrême-droite français, François Duprat, le traduit et en écrit la préface. Préface qu'un professeur de lettres de la faculté de Lyon inscrira au programme de son cours en 1978.

En 1977, des Anglais apportent leur contribution avec une brochure diffusée en français à de nombreux journalistes et parlementaires français : « Six Millions de morts le sont-ils réellement ? »

Le professeur de lettres de l'université de Lyon II, si intéressé par le « problème » des chambres à gaz, s'appelle Robert Faurisson. Dès 1974, il cherche à répandre « la bonne nouvelle » : « Les chambres à gaz en tant qu'abattoirs humains n'ont jamais existé. Les Allemands n'ont jamais gazé que les poux des vêtements des prisonniers. » Pendant quatre ans, M. Faurisson bombarde en vain universitaires et journalistes de lettres personnelles et de textes à publier. Seule, la revue d'extrême-droite *Défense de l'Occident* lui a ouvert ses colonnes en juin 1978. Il y précisait :

« Les auteurs qui contestent la réalité du « génocide » et des « chambres à gaz » sont appelés « révisionnistes ». Leur argumenta-

tion est à peu près celle-ci : il suffit d'appliquer à ces deux problèmes la méthode de routine de la critique historique pour savoir que l'on se trouve devant deux mythes qui, d'ailleurs, forment un ensemble indissociable : l'intention criminelle qu'on prête à Hitler n'a jamais été prouvée. Quant à l'arme du crime, personne, en fait, ne l'a jamais vue. »

Autre argument décisif, prouvé scientifiquement grâce aux connaissances de chimie de M. Faurisson, c'est qu'une telle entreprise est matériellement impossible.

L'article de M. Faurisson dans *Défense de l'Occident* semblait être resté sans écho malgré les innombrables photocopies qu'il avait diffusées lui-même (sur du papier à en-tête de l'Université, comme s'il écrivait dans le cadre de son enseignement) lorsque, en novembre de la même année, *L'Express* lui fournit un tremplin de choix en publiant sa scandaleuse interview de Darquier de Pellepoix. Robert Faurisson exulte, interpelle tous les journaux et, enfin, *Le Matin de Paris* parle de lui. Des incidents éclatent à l'Université de Lyon. Ses cours sont provisoirement « suspendus », mais toute la presse s'intéresse à lui.

De novembre 1978 à mars 1979, affirmations faurissoniennes et réfutations indignées se succèdent dans *Le Monde*. La déclaration des 34 historiens du 21 février 1979 sur la *Politique hitlérienne d'extermination* constitue une mise au point devenue indispensable.

Et, les 15 février et 11 juin 1979, sept associations de résistants, d'anciens déportés et de militants antiracistes assignent Robert Faurisson en justice. La tribune dont il rêvait depuis qu'à la lecture de Rassinier la vérité s'était manifestée à lui, aveuglante, lui est enfin offerte. Le débat public qu'il

réclame depuis 1966 vient d'avoir lieu, par avocats interposés, au Tribunal de Grande Instance de Paris, les 1^{er} et 2 juin 1981.

Les installations de gazage du III^e Reich

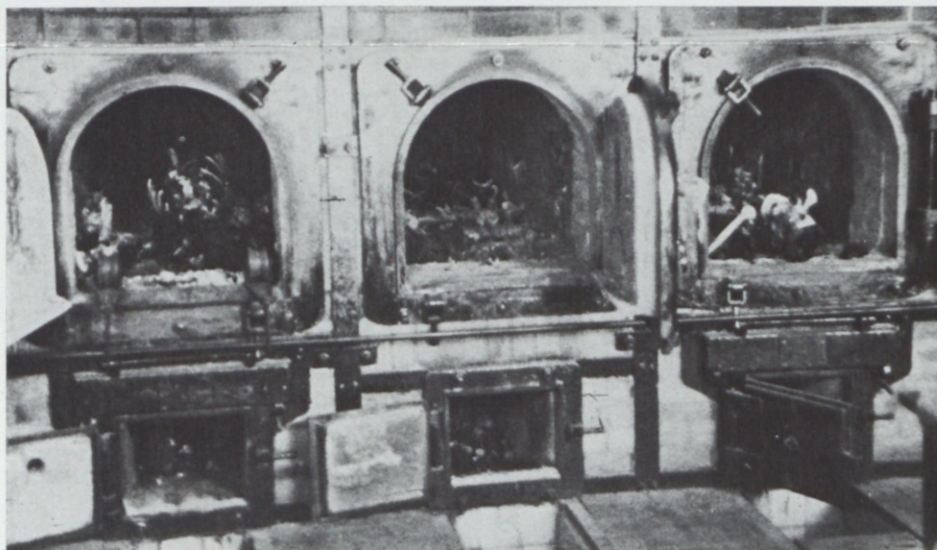
Faut-il rappeler brièvement la naissance et l'implantation des chambres à gaz sur les territoires allemands ou contrôlés par le III^e Reich de 1939 à 1945 ? Georges Wellers vient de le faire dans un petit livre magistral, d'une grande clarté, qui réfute au passage les arguments de Robert Faurisson. Cet ouvrage, court et précis, qui vient de paraître chez Gallimard (collection Témoins) peut être lu par tous; il s'adresse, dit l'auteur, « aux hommes et aux femmes de bonne foi, ignorants des faits réels et qui risquent, pour cette raison, de prêter l'oreille aux dénégations ou affirmations gratuites des apologistes du nazisme ». C'est ceux-là, en effet, qu'il convient d'informer, ceux qui n'ont pas connu la guerre et la déportation ou n'en ont guère entendu parler, et qu'on essaie de tromper.

Georges Wellers rappelle les faits suivants :

Dès 1933, Hitler avait dit à maintes reprises qu'il profiterait d'un état de guerre pour supprimer les sous-hommes qui souillaient la race allemande : en octobre 1939, il donne l'ordre écrit à son médecin personnel d'élargir la compétence de certains médecins à accorder la délivrance par la mort aux malades incurables.

Trois organisations médicales mettront au point un programme d'euthanasie dans un secret rigoureux, avec mise à mort par drogues, inanition pour les bébés et gaz.

Six « stations sanitaires » sont installées à cet effet en Allemagne. L'une d'entre elles est la maison de santé de Bernburg-sur-



Avec les gazages de masse, il fallut multiplier les fours crématoires. Il y en eut 46 à Auschwitz : deux fois 15 dans les installations I et II de part et d'autre de la voie ferrée et deux fois 8 dans les installations III et IV (plus petites) de la forêt

Saale, près de Dessau, où les premiers « transports noirs » de Ravensbrück seront anéantis. Une autre sera installée au Château d'Hartheim, en Autriche, à mi-chemin entre Dachau et Mauthausen. C'est là que, outre les malades allemands, on gazera les malades et les « musulmans » des deux camps. Faurisson parlera de cette installation en ces termes : « La plus bouffonne des chambres à gaz... »

Les assassinats de malades ont été rapidement connus en Allemagne, et de courageuses protestations, notamment de certains évêques catholiques et protestants ont amené Hitler à donner l'ordre de suspendre l'opération, le 24 août 1941. Les installations ont cependant continué à servir pour les « incurables » des camps de concentration que des *médecins* venaient sélectionner.

Les équipes S.S. entraînées aux gazages collectifs ainsi rendues disponibles sont allées installer les camps d'extermination de Sobibor, Belzec, Treblinka, Majdanek et Chelmo en Pologne. Le gaz employé alors était le monoxyde de carbone.

A la même époque, le 31 juillet 1941, le Reichsmarschall Goering charge Heydrich, alors chef de deux branches de la police, de la « solution finale » du problème juif, et, le 20 janvier 1942, Heydrich organise, avec des représentants de la haute administration, y compris les ministères des Affaires Étrangères et de la Justice, la fameuse conférence de Wannsee qui devait impliquer toutes les administrations centrales dans cette solution « totale » visant à éliminer les juifs de l'espace vital du peuple allemand.

A Auschwitz, le premier gazage a eu lieu le 3 septembre 1941, dans la cave du block II, gazage de 300 malades et de 600 prisonniers de guerre soviétiques. Ce fut le premier essai de gazage d'humains avec le Zyklon B, utilisé jusqu'ici en Allemagne, depuis la fin de l'autre guerre, pour désinfecter les casernes.

A la fin de 1942, deux fermes vidées de leurs habitants, isolées dans les boueaux, non loin d'Auschwitz, ont été transformées en chambres à gaz. Comme elles sont vite devenues insuffisantes, les S.S. ont construit, au début de 1943, les quatre grands ensembles chambres à gaz-crématoires dans lesquelles on pouvait entasser 2 000 personnes à la fois.

Le chiffre total des gazés à Auschwitz est de l'ordre de 2 millions et demi. Pour l'ensemble des installations de gazage du Reich, on compte, de 1939 à 1945, 6 millions de juifs de tous les pays allemands et conquis par les Nazis, 200 000 Gitans, 100 000 Allemands et un nombre non précisé de prisonniers soviétiques et d'autres nationalités, y compris des Français non juifs.

Georges Wellers rappelle les témoignages les plus accablants sur cette entreprise planifiée d'Etat, de massacre par les gaz : le journal intime du Dr Johann Paul Kremer pendant les trois mois où il fut chargé, à Auschwitz, des sélections pour la chambre à gaz à l'arrivée des trains, le témoignage du commandant d'Auschwitz, Rudolf Hoess, celui du S.S. Gerstein et de nombreux S.S. de tous rangs, enfin ceux des quelques rescapés des *Sonderkommando* et de quelques déportés ayant travaillé sporadiquement à la réparation des installations.

En outre, malgré les consignes de silence dont la transgression était passible de mort et malgré les ordres de destruction des pièces administratives, on a retrouvé des correspondances officielles, des procès-verbaux de réunions, les devis des constructions, des souffleries d'aération et de circulation d'eau des quatre grands ensembles d'Auschwitz, des factures de Zyklon B, des autorisations de circuler, etc.

Beaucoup d'ordres étaient donnés par téléphone, mais d'autres étaient écrits en langage codé ou même chiffré. A tous les échelons régnait la hantise du secret. Cette page capitale et atroce de l'histoire du Grand Reich ne devait pas laisser de trace. Ce fameux terme de *Endlösung* (solution finale) était employé par Goering dans sa lettre du 31 juillet 1941 pour éviter le mot massacre ou mise à mort. Ou bien on parlait de *Sonderaktion* (action spéciale) ou encore de *Sonderbehandlung* (traitement spécial). Et M. Faurisson fait semblant d'ignorer que les truands ordinaires utilisent aussi ce terme de « traitement » quand il s'agit de liquider quelqu'un et que le colonel Argoud, de l'O.A.S., n'utilisait pas d'autre terme lorsqu'il préconisait l'assassinat du général de Gaulle.

Mais qu'est-ce donc qui peut ainsi pousser des universitaires de plusieurs pays à s'acharner à prouver que l'assassinat par les gaz des malades et des prisonniers du Reich n'a pas eu lieu ? Et pourquoi, derrière eux, voit-on maintenant des journalistes, des diplomates, de bons bourgeois, des militants d'extrême-gauche et jusqu'à des élèves de C.E.S. et de lycée proclamer que toute cette horreur n'a simplement pas existé et que les déportés survivants ont menti. Un des phénomènes les plus singuliers, c'est que c'est une équipe d'extrême-gauche hyper-marxiste qui publie et réédite à grands frais les défenseurs d'Hitler et de ses S.S. Et lorsque le linguiste américain Noam Chomsky, militant de gauche, invoquant la liberté d'expression, a accordé une longue préface au *Mémoire en défense* que Faurisson a publié en octobre 1980 en prévision de son procès, l'étonnement a été pour nous encore plus fort que l'indignation. Que se passait-il ?

Il nous fallut retourner aux sources, relire Rassinier. « Mon *Mensonge d'Ulysse*, écrivait-il, est écrit dans la forme d'une étude critique de la littérature concentrationnaire. » « J'avais pensé, ajoute-t-il, qu'il convenait d'administrer la vérité à petites doses. »

C'est en effet sur ce terrain, celui de l'étude critique de textes, qu'un Serge Thion ou un Noam Chomsky, tous deux authentiquement de gauche, soutiennent Faurisson, champion de la pureté des intentions d'Hitler. Pour ces universitaires, ceux qui écrivent sur un événement collectif dramatique sans donner la totalité des détails, sans une mise en suspicion du moindre survivant, sans apporter une accumulation de preuves matérielles, ceux qui, devant un massacre, que ce soit celui des juifs ou des Cambodgiens, se permettent de s'émouvoir ne sont pas dignes de foi. Foin des écrits d'un Eugen Kogon, d'un David Rousset, d'une Germaine Tillon, d'un Georges Wellers ou d'un Jean Lacouture, qui sont hantés par le drame dont ils parlent : ce

ne sont pas des scientifiques. Le sort atroce des personnes humaines est sorti du champ de vision de nos froids révisionnistes, envoûtés, enfermés dans leur technique, quadrillée d'idéologie préétablie, qui leur permet de choisir témoins et documents inféçissables dans leur sens. En outre, leur méthode critique super-scientifique va les conduire infailliblement à la négation d'un fait établi et ce sera, dans leur carrière, le début de la célébrité.

Cette conception du travail universitaire fait vaciller les simples citoyens que nous sommes. Que la critique de la critique s'exerce sur la description d'une pointe Bic comme le propose Faurisson, ce n'est que triste et décadent, mais que ce petit jeu s'exerce froidement, et même avec une certaine délectation, sur un tel amas de souffrance humaine, cela devient de la perversion intellectuelle. Faurisson s'est d'ailleurs démasqué en livrant à Ivan Levaï, à Europe 1, le résultat de six années de recherches, qu'il était fier d'avoir formulé en une seule phrase de 60 mots : « Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des juifs forment un seul et même mensonge historique qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière, dont les principaux bénéficiaires sont l'Etat d'Israël et le sionisme international et dont les principales victimes sont le peuple allemand, mais non pas ses dirigeants, et le peuple palestinien tout entier. »

Nous retrouvons là le leitmotiv des néonazis : ce sont les juifs qui ont déclaré la guerre à Hitler en 1939 et ils ont inventé la fable des chambres à gaz pour se faire verser des indemnités exorbitantes par l'Allemagne. Jamais Hitler n'a ordonné de tels massacres, le national-socialisme reste une doctrine de pureté, de sauvetage de l'héritage des ancêtres nordiques, de continuation d'une race de héros, de réalisme devant les données de la nature qui n'est faite que d'inégalité. Le retour aux pures valeurs du paganisme indo-européen débarrasserait l'Occident de l'affadissement général apporté par le judéo-christianisme et sa conception contre nature de l'égalité des personnes humaines devant Dieu.

Ces théories que l'on croyait envolées dans la fumée du suicide d'Hitler, on peut les lire dans la revue de la Nouvelle Droite *Eléments*, dans son numéro du printemps 1981, sous la plume du même Jean-Claude Valla qui, dans *Le Figaro-Magazine* du 23 mai 1980 soutenait la mémoire de son ami Rassinier et l'avenir du professeur Faurisson.

« Dans cette affaire, écrivait Jean-Pierre Faye dans *Le Matin* du 15 décembre 1980, le signe le plus alarmant n'est-il pas, une fois de plus, cette oscillation du discours, passant soudain de la revendication libertaire à la justification des répressions racistes ? Pareille vacillation entre les pôles de l'extrême-gauche et l'extrême-droite marque les dernières années de l'Allemagne de Weimar ; elle est alors un signal du danger. Elle est à nouveau l'indice d'une perturbation redoutable dans le champ de la société et de ses langages. »

Document établi par l'Association des Anciennes Déportées et Internées de la Résistance, 241, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Soldats du silence*, par David Schoenbrun

David Schoenbrun est un journaliste américain qui était, pendant la guerre, officier de renseignement américain et correspondant de guerre. Il a passé de nombreuses années en France après la guerre.

Il vient de publier, sous le titre *Soldats du silence*, un ouvrage captivant. C'est la fresque vivante, baroque et tourmentée que représenta la France de 1940 à la Libération.

Ce sont tout d'abord les intrigues politiques à l'intérieur de la France, au moment de la défaite de 1940, la création du gouvernement de Vichy et de son administration, et la solitude à Londres du général de Gaulle. Mais, en même temps que se désagrége la République, Schoenbrun dépiste les premiers sursauts de la Résistance. Tout au long de l'ouvrage, il essaiera, aidé des témoignages fournis par des résistants survivants, de se retrouver dans la toile si compliquée que formèrent les multiples réseaux de la Résistance.

Ce n'est pas, bien sûr, une histoire de la Résistance. Il fait état de faits qu'il a lui-même observés et de ceux qu'ont relatés les témoins auxquels il s'est adressé. Il passe

* Plon éditeur.

Le temps écartelé, par Louise Alcan

Temps écartelé, temps tiré du passé au présent, « repoussé de côté », nous dit le dictionnaire.

L'aller et retour que Louise Alcan fait ici entre l'événement vécu et sa projection actuelle a, semble-t-il deux intentions précises. En donnant une suite à son premier ouvrage, *Sans armes et sans bagages*, écrit dès sa libération, elle souhaite vérifier ce qui domine dans « la mémoire de sa mémoire ». Elle veut aussi, trente-cinq ans après son retour, ressusciter l'esprit de ceux qui doivent encore être entendus.

L'histoire commence en 1940 et se termine en 1965 sur cette terre d'Auschwitz, dans ces blocks transformés en musée du Souvenir. Mais ce n'est pas une histoire au sens propre du mot. Documents, réflexions, évocations s'entremêlent sans que l'intérêt faiblisse — intérêt, peut-on employer ce mot ? Bien sûr, ce n'est pas la

La Journée de la Déportation au Mont Valérien (fin)

dalle un triangle de fleurs rouges auxquelles le Premier Ministre ajoute sa propre gerbe.

Immobilisés, tous écoutent l'appel aux Morts dont les dernières notes sont répétées en écho par des clairons dissimulés sous les frondaisons de la clairière. Une minute de silence...

Enfin, le *Chant des Partisans*, admirablement exécuté par la chorale, termine cette cérémonie toute de grandeur et de sobriété, plus bouleversante, me semble-t-il, et plus significative que jamais.

Jeannette L'Herminier.

à côté de certaines activités — peu de mention, par exemple, des réseaux d'évasion et de récupération des pilotes. Ce n'est pas non plus une apologie de la Résistance (ce dont Robert Paxton semble vouloir l'accuser dans un article publié par *New York Review of Books* - août 1980), car, bien que ce livre soit un hommage rendu au courage et à l'audace de tous les participants, même les plus humbles, il n'est pas sans réaliser leurs imperfections, leurs faiblesses et même leurs trahisons... C'est un livre humain, bourré d'anecdotes, ce qui le rend très vivant et très facile à lire malgré sa densité.

L'extrême complexité des rapports entre les Américains, les Anglais, la Résistance intérieure, de Gaulle, nous font rétrospectivement frémir, en nous faisant réaliser quelle fut la fragilité de leur équilibre.

Les chapitres concernant le soulèvement et la libération de Paris se lisent comme un roman. Est dépeint avec une clarté qui fait honneur à la qualité du narrateur l'enchevêtrement des événements qui se suivirent à un rythme accéléré. L'espoir, l'allégresse et l'angoisse par où passèrent les acteurs du drame où se joua le sort de Paris, nous parviennent avec une réalité saisissante.

Denise McAdam Clark.

première fois que nous lisons la description de ce que fut la plus effroyable des tentatives d'extermination, mais ici l'objectivité du récit, la pudeur, l'effacement de l'auteur donnent aux événements un relief, une dimension tragique qu'un commentaire moins sobre affaiblirait.

Il faut beaucoup de talent pour cerner le contour des choses, pour les redire dans leur vérité historique sans se laisser aller au désir de « faire passer » un message personnel. Les « porteurs de mémoire » qui savent sublimer leurs souvenirs, qui savent les « repousser de côté » pour les juger avec le recul du temps sont plus que des témoins, leur message devient une morale.

Gabrielle Ferrières.

Communiqué

Comme il a été indiqué lors de notre dernière assemblée générale, nous invitons nos camarades désireuses de faire le récit d'un événement vécu par elles ou dont elles ont été témoins pendant leur captivité, récit susceptible d'être enregistré sur cassette, de bien vouloir en faire le résumé et l'adresser avant le 1^{er} juillet à l'A.D.I.R.

Recherche

On recherche l'adresse de la famille de Denise Bloch, agent britannique parachutée en France en 1945, une cérémonie devant être organisée à Londres par le Greater London Council. Ecrire à Hamilton, 13 Tothamlodge, Richmond Road, West Wimbledon, London S.W.20.

NAISSANCES

Agnès, fille de Danielle et François Larssonneur, petite-fille de notre camarade Suzanne Rétru, de Vichy. Décembre 1980.

Cédric, 5^e petit-enfant de notre camarade Paule Sauvageot. Paris, 30 mars 1981.

Florian, petit-fils de notre camarade André Gibault. Paris, 8 avril 1981.

David Anthonioz, petit-fils de notre présidente Geneviève Anthonioz. Paris, 12 avril 1981.

Juan, petit-fils de notre camarade Huguette Escudié. Mai 1981.

MARIAGES

Catherine Dufour, petite-fille de notre camarade Angèle Pipet, a épousé Jean-Marie Leroy. Clermont-Ferrand, juin 1980.

François, fils de notre camarade Louise Liard, épousera Catherine Lavergne. Bordeaux, 20 juin 1981.

DÉCÈS

Notre camarade Roberte Boucher a perdu son mari. Montereau, 3 avril 1981.

Notre camarade Eliane Guiz-Dardaine a perdu sa mère. Paris, 18 avril 1981.

Notre camarade Yvonne Pagniez est décédée. Paris, 20 avril 1981.

Notre camarade Josette Guillaume a perdu son mari. Vic-le-Comte.

Notre camarade Yvonne Heulin a perdu son frère. Paris, 1^{er} mai 1981.

Notre camarade Adrienne Collin a perdu son père. Issy-les-Moulineaux, 8 mai 1981.

Notre camarade Charlotte Hugot a perdu son frère. Fontainebleau, 9 mai 1981.

LE MOT POUR LE DIRE

(fin)

désuétude, a non seulement chassé « réconforté », mais a pris le sens d'« encouragé ». « Sophistiqué » a fait une carrière qui eût bien étonné les sophistes grecs. On a maintenant des armes « sophistiquées ». On en a aussi de « conventionnelles », autrement dit classiques, et les grands de ce monde ont des rencontres « informelles », c'est-à-dire sans cérémonie. On pourrait continuer comme ça pendant longtemps. C'est une véritable épidémie.

Je me suis demandé avec inquiétude si je n'avais pas été contaminée moi aussi le jour où j'ai été interviewée par un agrégatif qui préparait une thèse sur le réseau auquel son père et moi avions appartenu. A sa question : « Qu'est-ce qui vous a poussée à entrer dans la Résistance ? » j'ai hésité un moment avant de dire : « Vous allez sourire..., c'est d'abord le patriotisme. » Cet historien allait sans doute me trouver un peu simplette. Or il a répondu : « Mais je ne souris pas. » Et cela m'a grandement réconfortée.

J. Rameil.



Michelle Azcué-Facq



En 1980, après une longue et cruelle maladie, Michelle Azcué-Facq (née Laurent) nous quittait. Née le 21 novembre 1916 à Versailles, la dernière de cinq enfants, elle était ma petite sœur.

C'est à Versailles qu'elle fit ses études.

Au cours des stages qu'elle effectua à l'Hôpital militaire pour passer le diplôme d'Etat d'assistante sociale, elle connut Georges Facq qu'elle épousa en novembre 1939, pendant ce que d'aucuns ont appelé « la drôle de guerre ! ».

Après la défaite et consciente des suites qu'elle ne manquerait pas d'avoir, elle suivit son mari qui s'était engagé dans le Réseau C.N.D. (Confrérie Notre-Dame), notre mère, notre frère et moi en faisant autant. C'était en 1941.

Tout alla bien jusqu'au 15 mai 1942, date à laquelle Georges Facq fut arrêté. Malgré cela, les émissions clandestines continuèrent à avoir lieu chez nous et rien ne pouvait laisser prévoir que nous serions trahis. C'est cependant ce qui arriva le 10 juin 1942 où nous fûmes tous arrêtés. Pour la première fois nous étions séparées.

Après la Santé, ce fut Fresnes où notre mère mourut le 24 décembre 1942. Ensuite, après un court séjour à Romainville qui vit nos retrouvailles, ce fut le départ pour Ravensbrück, premier convoi de Françaises pour cette destination. Nous étions désormais ensemble pour tout supporter.

Cependant, ces deux années en enfer, passées à espérer la libération et la réunion avec l'être aimé, devaient avoir pour Michelle de graves conséquences, tant sur le plan affectif que sur le plan physique. En effet, au retour, elle apprit la mort de son cher mari au camp du Struthof, et son organisme ne se remit jamais du régime concentrationnaire. Après bien des périodes difficiles, on dut, en janvier 1978, l'opérer d'un cancer de l'intestin. Dès lors, elle fut condamnée.

Malgré sa santé précaire, elle trouvait toujours le moyen de s'occuper des déportés des Yvelines. C'est là qu'elle rencontra son second mari, Dominique Azcué, un rescapé d'Orianenbourg.

Toujours active, en dépit de ses souffrances, elle organisait chaque année une tombola dont le produit servait, en grande partie, à financer le voyage des jeunes lauréats du concours de la Résistance et de la Déportation se rendant en pèlerinage vers les camps de la mort. Ainsi son action permettait-elle encore de transmettre aux jeunes le message des anciens.

C'est dans cet Hôpital militaire de Versailles, ainsi qu'elle le souhaitait, qu'elle rendit le dernier soupir. Malgré les vacances, en ce dernier 21 août, nombreux furent ses amis, déportés et autres, venus lui rendre un ultime hommage, si bien que la chapelle fut trop petite pour les contenir.

Pour tous ceux qui l'ont connue et aimée, son souvenir n'est pas près de s'effacer. Elle demeurera, en leur cœur, le symbole de l'attachement indéfectible à une certaine idée de la France et de la Résistance qu'elle a entretenue depuis son retour du camp et qu'il nous appartient, nous survivantes, de perpétuer dans les années à venir.

Madeleine Courtaud-Laurent.

Lucile Thomas



Une longue et élégante silhouette, un abord teinté de réserve, telle m'apparut Lucile lorsque je la vis pour la première fois au camp de Compiègne. Au fil des rencontres avec elle, rencontres devenues plus nombreuses depuis qu'elle habi-

taait Genève, sa nature, plutôt secrète, laissa transparaître peu à peu ce que j'appellerai ses fidélités.

Fidélité à ses affections, la première étant, bien entendu, celle qu'elle vouait à Tom, son mari, aujourd'hui tellement désemparé devant l'absence ! Elle l'entourait d'une tendre sollicitude, qu'il n'avait pas eu à partager, le ciel leur ayant refusé l'enfant souhaité.

Fidélité à l'A.D.I.R. Seule, la maladie pouvait l'empêcher de participer aux assemblées générales et elle venait régulièrement, avec joie, aux réunions de l'A.D.I.R.-Suisse. A plusieurs reprises elle m'avait confié, à la suite d'une de ces rencontres : « Si tu savais combien je suis heureuse avec vous ! C'est seulement parmi vous que je retrouve cette chaleureuse ambiance. » Le propos m'avait émue, venant de l'une des nôtres, par ailleurs si peu expansive.

Fidélité au drapeau français et à la France. Bien avant d'être atteinte de la maladie qui devait l'emporter, deux ou trois fois, durant ces dernières années, elle m'avait dit : « Tu m'entends bien ? Ce à quoi je tiens lors de mon enterrement, c'est au drapeau français sur mon cercueil. » Elle n'avait pas supporté, en 1940, de le voir remplacé par l'emblème à croix gammée. N'était-elle pas allée, un jour, avec un groupe de résistants, arracher du sommet d'un édifice public un immense étendard nazi, étendard qu'elle avait conservé dans sa cave jusqu'à ce qu'elle me le remette, il y a quelques mois, me demandant de le faire parvenir à un musée de la Libération ?

Fidélité à la France pour la libération de laquelle elle s'était engagée comme secrétaire du chef de réseau « Max Butler » (Buckmaster), ce qui lui valut d'être arrêtée à Paris, de connaître l'avenue Foch, la prison de Fresnes, puis celle d'Angers (ville dans les environs de laquelle elle était venue préparer plusieurs parachutages), le camp de Compiègne et enfin Ravensbrück et un de ses commandos.

Dans ses dernières volontés Lucile manifestait le désir de reposer dans le caveau familial, en terre française. Son enterrement fut comme elle l'avait souhaité. Messe

en latin, dans la petite église de son enfance, au cours de laquelle un ancien combattant relata sa résistance. Beaucoup de fleurs dont une gerbe magnifique offerte par le B.I.T. Nombreux drapeaux d'anciens combattants des environs. Et, durant le long parcours à pied de l'église au cimetière, venant encore s'ajouter à notre peine l'inconfort d'une bise glaciale nous transperçant et nous faisant retrouver certaine impression forte du camp.

Nous étions trois, venues de Suisse, accompagner notre amie pour son dernier trajet. Dans le train du retour, bouleversées à l'idée de la laisser derrière nous, nous aimions à penser, pour notre réconfort, partageant en cela la foi de Lucile, que ce n'était qu'un au revoir.

Noella Rouget.

Janine Pinçon



Nous venons de perdre notre amie, Janine Pinçon, le 10 février 1981.

Durant la dernière guerre, elle lutta contre l'occupant au sein du réseau C.N.D. Castille, en compagnie de son mari et de son fils Robert.

Le 16 juin 1944, elle et son fils furent arrêtés. Elle connut successivement les prisons de Tours et de Romainville, avant la déportation en Allemagne où elle devint la matricule 51 361 au camp de Ravensbrück. Transférée au kommando de Belzig, elle y fut libérée par les armées soviétiques et regagna la France, en juin 1945, après un séjour dans un hôpital allemand.

Elle retrouva son mari à Tours et, ensemble, attendirent anxieusement le retour de leur fils Robert qui rejoignit la France le 4 juillet 1945, rescapé de Neuengamme et rapatrié via la Suède.

Ces dernières années, la maladie a contraint Janine Pinçon à mener une vie sédentaire, adoucie par les visites de ses anciennes camarades et entourée surtout de l'affection de ses enfants. Ses dernières joies furent les mariages de ses deux petites-filles dont elle parlait avec une grande tendresse.

Janine Garrivet.

Décoration

Notre camarade Cécile Troller, déléguée de la Région Parisienne, a reçu la Médaille militaire.

L'Amicale de Ravensbrück

tiendra son assemblée générale le dimanche 4 octobre 1981, de 9 h à 12 h 30, au Centre de rencontres internationales, 1, boulevard Champollion, 21000 Dijon.

Directeur-Gérant : G. ANTHONIOZ

N° d'enregistrement à la

Commission paritaire : 31 739

GROU-RADENEZ & JOLY, IMPRIMEURS - PARIS 6